



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 septembre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 septembre 2021, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet de l'attaque odieuse que les milices houthistes ont perpétrée, à l'aide d'un missile balistique et de cinq drones chargés d'explosifs, contre le port de Mokha, sur la côte ouest du Yémen, le 11 septembre 2021. L'attaque a ravagé les infrastructures opérationnelles du port et plusieurs entrepôts de nourriture. À cet égard, je tiens à signaler ce qui suit.

L'attaque s'est produite peu après que les autorités locales d'Hodeïda avaient achevé de remettre en état les installations du port afin que les opérations de base puissent reprendre et que l'on puisse ainsi recevoir des marchandises essentielles et une aide humanitaire qui devaient permettre d'alléger les souffrances des Yéménites. Il s'agit là d'un nouvel exemple qui montre que les milices houthistes ne cessent de prendre pour cibles des civils et des infrastructures civiles.

L'attaque a eu lieu au moment où une délégation du Ministère des transports effectuait une visite de suivi des opérations du port. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les milices houthistes s'en prennent à des fonctionnaires civils, en particulier depuis que le Conseil de sécurité ne les a pas tenues pour responsables de l'attaque perpétrée contre des membres du Cabinet, à Aden, le 30 décembre 2020.

Au moins 4 bâtiments, 3 entrepôts, 1 phare, 23 véhicules, 2 bateaux de garde-côtes, 2 citernes d'eau (d'une capacité de 10 000 litres chacune), 70 bouteilles d'oxygène et 12 000 paniers de nourriture, entre autres, ont été détruits lors de l'attaque. Dans l'immédiat, des dizaines de milliers de familles ont été privées d'une aide vitale, et l'accès à une aide et à des marchandises qui devaient parvenir à des millions de Yéménites est désormais bloqué. Les houthistes exacerbent ainsi délibérément les souffrances humanitaires et précipitent le Yémen vers la famine.

Les actes commis par les milices houthistes constituent des violations du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international. En passant sous silence ces violations et les crimes récurrents visant des civils et des biens de caractère civil commis au Yémen par les houthistes, la communauté internationale a créé un sentiment d'impunité et encouragé ceux-ci à continuer de perpétrer des actes odieux contre le peuple yéménite et les infrastructures du pays.

Pour conclure, je réitère la demande qu'a faite le Gouvernement yéménite au Conseil de sécurité et à la communauté internationale de condamner les crimes commis par les milices houthistes et de les tenir pour responsables, et rappelle que le silence sera uniquement vu par ces derniers comme un signe d'impunité.



Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité pour examen et de le faire publier comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Abdullah Ali Fadhel **Al-Saadi**
